

---

**30 septembre 2013**

**Lettre ouverte à l'honorable Rona Ambrose, ministre de la Santé**

**9/30 – C'est le temps de passer aux actes!**

Le 30 septembre 2013 (9/30) marque le deuxième anniversaire de la décision unanime de la Cour suprême du Canada conférant la protection constitutionnelle au site d'injection supervisée de Vancouver, Insite. La décision a reconnu les améliorations à la santé publique et à l'ordre public qui découlent de la mise en œuvre de ce service. La Cour a également reconnu que, en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, les personnes qui ont besoin de tels services de santé qui sauvent des vies ne devraient pas être exposées à un risque de poursuite criminelle et d'emprisonnement pour avoir tenté d'y recourir. La décision a établi un important précédent favorable à l'expansion de tels services à d'autres communautés.

Une somme écrasante de données probantes venant de recherche sur des sites d'injection supervisée (SIS) a été publiée, dans un grand nombre de revues médicales et scientifiques, depuis l'ouverture d'Insite en 2003. Les preuves des bienfaits d'Insite sont concluantes; ces services devraient être mis à l'échelle dans les collectivités où ils sont nécessaires, au Canada. De fait, plusieurs localités travaillent en ce sens.

Il a été démontré que les services de consommation supervisée :

- Réduisent le nombre de décès et d'autres conséquences dues aux surdoses;
- Réduisent les comportements à risque pour l'infection par le VIH et le virus de l'hépatite C (VHC);
- Réduisent les coûts en soins de santé; et
- Réduisent la consommation de drogue dans les lieux publics ainsi que l'abandon d'instruments de consommation de drogue dans de tels lieux.

De plus, les données démontrent que de ces services ne font pas augmenter la criminalité.

On compte aujourd'hui plus de 90 services de consommation supervisée (SCS), dans le monde, et une somme considérable de recherches sur les bienfaits de tels services en termes de santé publique et de sécurité. On observe également un large consensus, parmi

les professionnels de la santé, sur la nécessité que les SCS fassent partie d'un continuum complet de services de santé à l'intention des personnes qui consomment des drogues.

Le 30 septembre 2011, la Cour suprême du Canada (CSC) a jugé qu'il serait contraire aux droits constitutionnels à la sécurité de la personne, de refuser d'exempter Insite des dispositions de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et ainsi de ne pas permettre qu'il fonctionne sans que son personnel et ses usagers risquent d'être poursuivis au criminel pour avoir utilisé ce service de santé. La Cour a déclaré sans équivoque : « Insite sauve des vies. Ses bienfaits ont été prouvés. » La Cour a également indiqué que « [d]ans les cas où la preuve révèle que l'existence d'un site d'injection supervisée diminuera le risque de décès et de maladie et où il n'existe guère, sinon aucune preuve qu'elle aura une incidence négative sur la sécurité publique, le ministre devrait en règle générale accorder une exemption ».

Comme vous le savez, le Projet de loi C-65, appelé « Loi sur le respect des collectivités », a été déposé plus tôt cette année, au cours de la législature précédente, et a été largement critiqué comme étant malavisé, y compris par des professionnels de la santé. Son introduction a également été accompagnée d'une très déplorable campagne de communications qui accentuent encore la stigmatisation des membres de nos communautés qui sont aux prises avec la consommation de drogue. Les dispositions du Projet de loi C-65 ont été conçues de manière à poser d'importants obstacles pour empêcher d'autres villes d'ouvrir des services de consommation supervisée, nuisant à la capacité des services de santé de joindre des personnes qui ont le plus grand risque de décès et de maladie. De nombreuses dispositions du projet de loi présentent des occasions par lesquelles des opposants de la communauté, la police locale et d'autres parties peuvent exprimer leur opposition, même lorsqu'elle est inconsidérée, et ce sans même demander à ce qu'ils présentent des preuves à l'appui de leurs affirmations.

Nous sommes opposés aux dispositions de ce projet de loi qui était nommé C-65 et nous demandons à votre gouvernement de ne pas déposer à nouveau ce projet de loi lors de la prochaine législature, cet automne.

Nous, à titre d'organismes de consommateurs de drogues, de chercheurs, de professionnels et de membres de la communauté qui travaille avec des consommateurs de drogue, demandons une augmentation de l'accès à des services de consommation supervisée, au Canada. Il est inacceptable qu'une décennie après l'ouverture d'Insite, Vancouver demeure la seule ville canadienne dotée d'un service autorisé de consommation supervisée — et qu'il n'existe encore qu'un seul service du genre, alors que plusieurs recherches ont démontré que cela n'est simplement pas suffisant pour répondre aux besoins locaux.

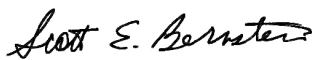
Le fait d'entraver l'accès à des services de consommation supervisée, qui sauvent des vies et préviennent la propagation d'infections, est contraire aux principes de l'éthique, inconstitutionnel, et néfaste à la santé publique ainsi qu'aux fonds publics.

Le temps est venu de prendre le parti de sauver des vies, et de faire preuve de leadership pour assurer que des services de consommation supervisée fassent partie du continuum des soins pour les personnes qui font usage de drogue, au Canada.

Cordialement,



Donald MacPherson  
Director, Canadian Drug Policy Coalition



Scott Bernstein  
Lawyer, Pivot Legal Society



Richard Elliott, Director  
Canadian HIV/AIDS Legal Network

**Cette lettre a également été signée par les organisations canadiennes et internationales suivantes:**

AAWEAR, Alberta Addicts Who Educate and Act Responsibly, Calgary, AB  
Africans in Partnership Against AIDS, Toronto, ON  
AIDS Coalition of Cape Breton, NS  
AIDS Coalition of Nova Scotia, Halifax, NS  
AIDS Committee of Guelph and Wellington County, ON  
AIDS Committee of Ottawa, ON  
AIDS Community Care Montreal, QC  
AIDS Saint John, Saint John, NB  
AIDS Vancouver Island, Victoria, BC  
All Nations Hope, Regina, SK  
ANKORS, AIDS Network Outreach & Support Society, Nelson, BC  
AQPSUD, L'Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues, Montréal, QC

Australian Drug Foundation  
BC Centre for Excellence in HIV/AIDS, Vancouver, BC  
BC Civil Liberties Union, Vancouver, BC  
BC Hospital Employees Union, Vancouver, BC  
BC Poverty Reduction Coalition, Vancouver, BC  
Beyond Prohibition, Vancouver, BC  
Bissell Centre, Edmonton, AB  
Blood Ties Four Directions Centre, Whitehorse, YK  
Boyle Street Community Services, Edmonton, AB  
Breakaway Addiction Services, Etobicoke, ON  
CACTUS, Montréal, QC  
Campaign for Safer Consumption Services, Ottawa, ON  
Canada Wild Productions, Vancouver, BC  
Canadian AIDS Society, Ottawa, ON  
Canadian Association of Nurses in AIDS Care, Ottawa, ON  
Canadian Association of Social Workers  
Canadian Harm Reduction Network, Toronto, ON  
Canadian Students for Sensible Drug Policy, national  
Canadian Unitarians for Social Justice, National  
CATIE, Canada's Source for HIV/HCV Information, Toronto, ON  
Central Alberta AIDS Network, Red Deer, AB  
Centre for Addictions Research of BC, Victoria, BC  
Centro Caritas de Formafcion para la atencion de las farmacodependencias, Mexico  
Choices for Change: Alcohol, Drug & Gambling Counseling Centre, Stratford, ON  
CIHR Canadian Trials Network, Vancouver, BC  
Committee to End Homelessness, Victoria, BC  
CUPIHD, Colectivo por una politica integral hacia la drogas, A.C., Mexico  
ESPOLEA, Mexico City, Mexico  
Faith in Action, Multifaith Initiative in Support of the Poor, Victoria, BC  
FIRST, Decriminalize Sex Work, Vancouver, BC  
Forum Droghe Italy  
George Spady Society, Edmonton, AB  
Global Platform for Drug Consumption Rooms  
Heads and Hands, Montréal, QC  
Health Officers Council of British Columbia, Victoria, BC  
HIV West Yellowhead, Jasper, AB  
HIV/AIDS Regional Services, Kingston, ON  
Hope Bridge Services, Surrey, BC  
Hope Place Centres, ON  
Indonesian Drug User Network  
Inner Change Foundation, Vancouver, BC  
International Network of People Who Use Drugs  
Isomer Design, Toronto, ON  
Jac's Voice on Living with Addition and Mental Illness, Toronto, ON  
LEAP Canada, Law Enforcement Against Prohibition, National  
LILA Italian League for Fighting AIDS, Italy  
Lutheran Urban Mission Society, Vancouver, BC

Mavis McMullen Housing Society, Vancouver, BC  
Megaphone Magazine, Vancouver, BC  
Neighbour Centre, Edmonton, AB  
Northern AIDS Connection Society, Truro, NS  
Ontario Federation of Community Mental Health Addictions Programs, ON  
PACE Society, Vancouver, BC  
Pacifica Housing, Vancouver, BC  
PASAN, Toronto, ON  
Persons Living with AIDS Saskatchewan, Saskatoon, SK  
Point de Repères, Québec, QC  
Positive Living Society BC, Vancouver, BC  
Psicotropicus, Centro Brasileiro de Politicas de Drogas, Brazil  
Red Cedar Law, Vancouver, BC  
Registered Nurses Association of Ontario, Toronto, ON  
Richmond Addiction Services Society, Richmond, BC  
SALOME/NAOMI Patients Association, Vancouver, BC  
Saskatchewan HIV HCV Nursing Education Organization, Regina, SK  
Saskatchewan Public Health Association, Saskatoon, SK  
Sharp Advice Needle Exchange, AIDS Coalition of Cape Breton, NS  
Shepherds of Good Hope, Ottawa, ON  
South Riverdale Community Health Centre, Toronto, ON  
Street Health and the Toronto Street Nurses Network, Toronto, ON  
Streetworks, Edmonton, AB  
Uganda Harm Reduction Network  
Vancouver Island Persons Living with HIV/AIDS, Victoria, BC  
VIVA, Victoria, BC